

# Agroécologie Parcs

Éditorial

n°10 - janvier • février 2021



## Une boussole pour construire l'alimentation de demain

La question de la souveraineté alimentaire est au cœur des débats politiques et publics et se pose à tous les niveaux y compris européens. À quelle échelle doit-elle s'organiser ? Dans quelles limites ? À quels desseins ? Comment peut-elle prendre en compte au mieux les enjeux environnementaux, sociaux, culturels et économiques ? Quelle coopération entre territoires ? Quel rôle des Parcs ? Les questions sont nombreuses. Pour essayer d'y répondre, nous avons besoin d'outils à la fois de diagnostic et de prospective. C'est pourquoi nous avons testé avec le Bureau d'analyse sociétale pour une information citoyenne (BASIC)

dans 5 territoires plutôt différents, une boussole qui se fonde sur des données statistiques objectives. Elle montre, sans parti pris, les potentiels nourriciers de ces territoires, leurs besoins en termes de diversification et d'outils de transformation pour renforcer leur alimentation locale. Partant de ces diagnostics, il s'agira pour les territoires, de les confronter au regard et à l'analyse des acteurs pour réfléchir à l'avenir de l'agriculture et de l'alimentation qui sont intimement liées. Cela pose aussi la question du développement de filières territoriales durables, du rôle des collectivités et de la disponibilité et de l'usage du foncier. Même si les initiatives foisonnent, la relocalisation alimentaire reste statistiquement très parcellaire. Elle s'inscrit dans un désir sociétal, qui n'est qu'assez peu couvert et laisse place à l'innovation et à des organisations nouvelles à construire.

Guislain Cambier,  
Président de la commission agriculture et alimentation de la FPNRF

Dossier

## INDICATEURS D'APPUI AU DIAGNOSTIC DU SYSTÈME ALIMENTAIRE DE TERRITOIRE

Expérimentation menée sur 5 territoires : Parcs du Luberon, du Perche, des Boucles de la Seine normande, du Queyras et PETR du Briançonnais des Ecrins du Guillestrois et du Queyras

En 2019, lors d'un séminaire organisé en Camargue, le réseau des Parcs a découvert l'outil PARCEL, développé par la FNAB, Terres de liens et le Bureau d'analyse sociétale pour une information citoyenne (le BASIC). Cet outil didactique accessible à tous, développé pour les particuliers, le monde associatif, les collectivités permet de simuler les effets d'une alimentation plus durable, au sein d'un territoire donné, en jouant sur certains leviers de durabilité (relocalisation, passage au bio, changement de régimes alimentaires) et de visualiser en simultanément les effets de ces choix en termes de surfaces et d'emplois agricoles, ainsi que d'impacts écologiques.



© PNR Queyras - X. Bletterie

Nous appuyant sur des territoires pilotes qui avaient identifié les acteurs et les initiatives de la transition alimentaire (méthode RESOLIS), nous avons voulu, avec l'appui du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, expérimenter l'usage de cet outil et compléter ses résultats avec d'autres indicateurs pertinents pour appuyer la connaissance des systèmes alimentaires des territoires, puis valoriser l'ensemble de ces informations comme une boussole de la transition.

### L'intervenant et sa méthode

L'ensemble des résultats de ce travail sont issus d'une méthodologie développée par le BASIC, afin d'appuyer la connaissance des systèmes alimentaires des territoires. Le BASIC est une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) qui, via ses différentes activités, souhaite contribuer à l'identification des pratiques non soutenables et des alternatives, afin d'éclairer les choix personnels et professionnels. La démarche mise au point ici est adaptable selon les enjeux et les territoires. Elle repose néanmoins globalement sur :

- **la réalisation d'un diagnostic du système alimentaire local des territoires**, à date et en rétrospectif 2010-2018, en termes de production agricole, de transformation agroalimentaire et négoce, de circuits de distribution alimentaire et de consommation alimentaire des habitants de ces territoires ;
- **l'estimation de la capacité potentielle de ces territoires à satisfaire les besoins alimentaires de leur population** en termes de production agricole comme de transformation agroalimentaire, par catégorie de produits, et l'articulation entre les différentes échelles (communes, communautés de communes, PNR, département, région) ;
- **l'estimation des flux physiques alimentaires** de catégories de produits clés afin de mieux appréhender les importations et exportations depuis d'autres territoires, français et étrangers, tout le long de la filière – *Partie réalisée pour le PNR des Boucles de la Seine Normande et le PNR Luberon (non présentée ici) ;*
- **l'élaboration de scénarios généraux d'évolution de leurs systèmes alimentaires**, sur la base de méthodologies prospectives développées par le BASIC en partenariat avec l'IDDRI pour analyser les impacts de la Stratégie Nationale Bas Carbone de l'État français sur le plan agricole (étude réalisée pour le compte des ministères de l'agriculture et de l'écologie, ainsi que pour l'ADEME – à paraître) – *Partie non réalisée dans le cadre de ce travail.*

Ce premier cadrage quantitatif doit ensuite être discuté avec les acteurs du territoire, afin de questionner, compléter et enrichir les résultats et les analyses.

### Le potentiel d'alimentation locale : regard croisé sur 5 territoires expérimentaux



L'étude des 5 territoires a fait l'objet d'une analyse détaillée, dont ce regard croisé ne peut donner qu'un aperçu parcellaire. Parmi les résultats clés, nous pouvons retenir l'évaluation du potentiel d'alimentation locale de chaque territoire : à savoir les capacités actuelles d'un territoire à répondre à la demande alimentaire locale. Ce **potentiel d'alimentation locale** s'appuie sur deux indicateurs intermédiaires :

- le potentiel nourricier qui est « la capacité potentielle d'un territoire à subvenir aux besoins alimentaires de sa population à partir de ses ressources agricoles ». Ce potentiel dépend d'une part des surfaces agricoles actuelles du territoire et d'autre part de l'empreinte spatiale alimentaire (calculée par PARCEL), c'est à dire le nombre d'hectares nécessaires pour nourrir la population du territoire. L'élevage représente plus de 80% de cette empreinte.
- le potentiel agroindustriel qui intègre la question capitale des maillons intermédiaires des filières agroalimentaires et donne un aperçu des capacités de transformations agroalimentaires du territoire. Le potentiel agroindustriel, permet en effet d'évaluer la « capacité potentielle d'un territoire à subvenir aux besoins de transformation agroalimentaire locaux, compte tenu de l'appareil agroindustriel en place et de la consommation locale de produits transformés ».

Globalement, sans entrer dans le détail des différentes filières examinées dans l'étude, les potentiels agroindustriels sont plus faibles que les potentiels nourriciers des territoires. Dans une logique de reterritorialisation, il semble que des investissements soient nécessaires pour augmenter la capacité de transformation des territoires (même si globalement, le nombre d'emplois agroindustriels permettrait de répondre à la demande de produits transformés - les potentiels agroindustriels sont proches de 100% - l'allocation entre les différents secteurs n'est souvent pas optimale dans le cadre d'une stratégie de relocalisation). En vis-à-vis, on observe des hétérogénéités très fortes sur l'adéquation entre les productions locales et la demande alimentaire du territoire d'où l'importance de réflexions de diversification et/ou de coopération interterritoriale. Le tableau ci-dessous résume le potentiel d'alimentation locale des différents territoires.





	Potentiel Nourricier		Potentiel agroindustriel départemental	
	Valeur	Facteurs limitants	Valeur	Facteurs limitants
<b>PNR Luberon</b>	52 %	<b>Produits d'élevage, grandes cultures</b>	106 %	<b>Produits laitiers, volailles</b> , charcuterie, viande bovine et porcine
<b>PNR BSN</b>	124 %	<b>Fruits</b>	53 %	<b>Fromages, produits laitiers industriels, volailles</b> , viande bovine et porcine
<b>PNR Perche</b>	482 %	<b>Fruits, légumes</b>	135 %	<i>Potentiels agroindustriels excédentaires dans l'ensemble</i>
<b>PETR Briançonnais</b>	500 %	<b>Fruits, légumes, grandes cultures</b>	98 %	<b>Produits laitiers industriels, volailles, fromages</b> , viande bovine et porcine
<b>PNR Queyras</b>	1 050 %	<b>Fruits, légumes, grandes cultures</b>	98 %	

## QUEL RETOUR ET VALORISATION DES PARCS SUR CE TRAVAIL ?

### ► Parc du Perche



**Camille HENRY,**  
Responsable du pôle valorisation des ressources et chargée de mission agriculture

Le travail du BASIC vient renforcer et compléter notre diagnostic agricole et alimentaire du territoire réalisé pour l'élaboration du PAT du Perche que coordonne le Parc. Il propose des chiffres et des analyses que le Parc n'aurait pas pu réaliser en interne. Il vient mettre en exergue les caractéristiques du territoire et quantifier des tendances identifiées par le Parc en les précisant et les confirmant. Ceci vient donc faciliter l'identification de thèmes sur lesquels agir prioritairement. Ce travail pourrait être présenté en webinaire comme dans le Luberon. A minima, il sera versé au diagnostic agricole et alimentaire du territoire (et notamment sur la page Internet du PAT).

### ► Parc du Queyras



**Xavier Bletterie,**  
Chargé de projet agriculture

Le Parc naturel régional du Queyras vient de lancer le chantier de renouvellement de son label. Avec le plan de relance et la mesure concernant les Projets alimentaires territoriaux (PAT), il vise une reconnaissance de son PAT pour l'année 2021. Le partenariat avec le BASIC et la Fédération met à jour et complète la connaissance de notre territoire dans l'état des lieux que nous devons produire pour ces reconnaissances. Il apporte des éléments concrets de valorisation de la place de l'agriculture et de la transformation dans l'emploi local. Il contribue à poser un objectif de progression dans le potentiel nourricier de notre territoire notamment en maraichage. Nous pensons que cet objectif concret peut favoriser la mobilisation autour de l'acquisition de foncier de la future coopérative foncière. Sous réserve de l'évolution de la situation sanitaire, nous projetons de partager ce travail avec le collectif de la transition agricole alimentaire, instance de gouvernance de notre PAT. Le projet de PAT étant à l'échelle du PETR, l'étude a porté sur les deux territoires, Parc et PETR.

### ► Parc des Boucles de la Seine normande

**Mathilde ALLARD,**  
Responsable pôle Transition Economique

Conformément à la vocation des Parcs naturels régionaux d'être des territoires d'innovation, d'expérimentation et de transition, le Parc naturel régional des boucles de Seine normande s'engage dans la transition agricole et alimentaire. Ainsi en 2020, l'ensemble des partenaires agricoles et alimentaires ont été réunis pour décliner territorialement le scénario Afterres 2050. Outil de modélisation et de prospective développé par l'association SOLAGRO, ce scénario identifie les défis à relever permettant une alimentation de qualité tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en préservant l'environnement. Ce travail réalisé en synergie avec nos territoires urbains de proximité, Le Havre Seine Métropole et Rouen Normandie Métropole, a permis de définir de grands objectifs communs : une assiette saine et équilibrée, une qualité de l'eau et des prairies préservées et une agriculture et des filières de transformation résilientes.

Le partenariat engagé avec la FNPNR et le BASIC a trouvé une place logique à la suite de ce travail notamment en permettant de comparer les enjeux et objectifs chiffrés d'Afterres et le potentiel réel de production du territoire. Un travail sur les flux alimentaires est également en cours pour modéliser le circuit des matières premières et identifier les possibilités de relocalisation. Tous ces éléments analytiques contribuent à notre projet d'élaboration d'une stratégie agricole alimentaire pour laquelle nous avons déposé une reconnaissance en tant que Projet Alimentaire de Territoire en émergence.

### ► Parc du Luberon

La démarche du BASIC a été présentée à une cinquantaine d'acteurs du territoire du Luberon lors d'une visioconférence le 30 novembre 2020. Le Parc présentera également une synthèse de l'étude lors du festival VIVANT en octobre 2021, lors de la formation au PAT pour les collectivités (en cours) et au réseau rural PACA auprès des structures régionales impliquées sur circuits courts et PAT.



## 👉 Témoignage de deux participants à la visioconférence du 30 novembre



**Marc Duval**

Viticulteur adhérent d'une cave coopérative marquée « Valeurs Parc naturel régional » et producteur de raisins de table, il est aussi membre de la commission agriculture tourisme du Parc du Luberon. Elu de la commune de Cadenet, il porte un projet de remise en « production alimentaire » de terres communales.

### ► Comment avez-vous perçu cette présentation ?

Il est intéressant d'avoir des données factuelles qui nous donnent une image instantanée du territoire et confirment notre analyse intuitive de la situation.

L'agriculture est fortement spécialisée dans des productions exportées hors du territoire. Cette analyse nous donne des informations pour réorienter les cultures et chercher à combler les déficits de production par rapport aux besoins alimentaires locaux.

Un des points importants de cette étude est également de faire ressortir la nécessité de répondre aux besoins des populations modestes pour lesquelles le coût de l'alimentation est un enjeu important. Contrairement à une idée reçue, le revenu médian est inférieur à la moyenne nationale.

### ► Comment faudrait-il s'y prendre ?

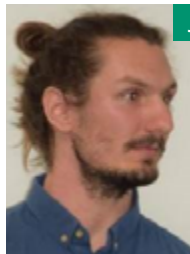
Il est nécessaire de structurer des filières locales. Le développement de la vente directe est un atout important mais il est indispensable d'impliquer les distributeurs et les transformateurs pour augmenter la consommation locale des productions. Par exemple, les fruits produits sont pour une part importante transformés en dehors du territoire.

Il faut aussi toucher les jeunes publics qui sont les consommateurs de demain. Un mouvement de fond existe, il faut l'amplifier. C'est aussi le travail que réalise le Parc, par exemple via l'opération de « de ta ferme à ta cantine », qui sensibilise les écoliers à une alimentation saine et à une agriculture durable.

Favoriser une agriculture diversifiée respectueuse de l'environnement fournissant pour les habitants de son territoire une alimentation saine et de qualité contribue à améliorer notre qualité de vie, l'identité et la beauté de nos paysages. C'est un projet, dont le Parc est un acteur majeur, qui doit rassembler et mobiliser tous les partenaires qui peuvent contribuer à sa réalisation.



© H. Vincent - PNR Luberon



**Jonas Lajarge**

Chargé de mission Transition énergétique et Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)  
Communauté de communes Pays d'Apt Luberon (CCPAL) et Communauté Territoriale Sud Luberon (COTELUB) (2020 à 2026)

### ► Comment avez-vous reçu cette présentation ?

On imagine une terre nourricière, je connais beaucoup de gens – et j'en fais partie – qui s'approvisionnent en AMAP. Et pourtant cette étude nous met face à la dichotomie entre la réalité des chiffres et cette perception d'un territoire nourricier. La présentation de cet outil est intéressante pour les PCAET de la CCPAL et de COTELUB. Dans le secteur de l'agriculture, nous avons pris comme hypothèses les scénarios NégaWatt et AFTERRE2050. La scénarisation proposée pas le cadre de PARCEL s'inspire des mêmes référentiels, ce qui permet une appropriation facile des résultats proposés.

### ► Quel lien entre le PCAET, l'agriculture et l'alimentation ?

Le PCAET est transversal. En agriculture, nous travaillons notamment sur la maîtrise des dépenses d'énergie, le stockage de carbone, l'optimisation des pesticides et de l'irrigation ou encore l'adaptation aux changements climatiques. L'agroécologie et l'agriculture biologique sont des moyens identifiés pour répondre à ces enjeux.

La sensibilisation des consommateurs, que ce soit dans les domaines alimentaires ou autres, est une des clés essentielles pour faire évoluer les pratiques et réduire la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre. Le PCAET s'inscrit dans cette volonté d'accompagner les changements de comportement en s'appuyant sur les partenaires locaux. Ces changements de comportement demandent moins d'investissement que d'autres projets menés en parallèle, tout en ayant un impact positif significatif sur l'environnement.

L'étude comparée des territoires est disponible sur la site de la Fédération via le lien suivant :

<https://www.parc-naturels-regionaux.fr/>

[les-enjeux/agriculture-et-alimentation/](https://www.parc-naturels-regionaux.fr/les-enjeux/agriculture-et-alimentation/)

[indicateurs-dappui-au-diagnostic-du-systeme-alimentaire-de](https://www.parc-naturels-regionaux.fr/indicateurs-dappui-au-diagnostic-du-systeme-alimentaire-de)

## Agroécologie Parcs

Lettre d'information semestrielle n°10  
janvier • février 2021

Directeur de la publication : Éric Brua  
Rédaction et coordination : France Drugmant  
Production graphique: Camille Garnier  
Remerciements: Hugo Ségre et Sylvain Ly  
Imprimeur : Exaprint

159 rue de Thor, Business Plaza bât 2 - 34000 MONTPELLIER  
Dépôt légal février 2021 - ISSN 2429 - 6813

Fédération des Parcs naturels régionaux de France  
9, rue Christiani - 75018 Paris  
Tél. 01 44 90 86 20 - Fax. 01 45 22 70 78  
[info@parcs-naturels-regionaux.fr](mailto:info@parcs-naturels-regionaux.fr)

 [fb.com/federationPNR](https://www.facebook.com/federationPNR)  [@FederationPNR](https://twitter.com/FederationPNR)

Avec le soutien financier de :

